

**PROJET DE RESOLUTION SUR L'UTILISATION NON LETALE DES CETACES**  
présenté par l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, l'Équateur, la France, la Hongrie, l'Italie, le Mexique, la Nouvelle Zélande, le Panama, le Pérou, le Portugal et le Royaume-Uni

**RAPPELANT** l'objectif de la Convention Internationale pour la Réglementation de la Chasse à la Baleine de 1946 de sauvegarder les ressources naturelles représentées par les stocks pour les générations futures ;

**NOTANT** le fait que plusieurs Etats côtiers, dont des pays en développement, ont adopté des politiques d'utilisation non létale des cétacés dans leurs eaux territoriales, conformément à leurs droits souverains renforcés, notamment par la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (UNCLOS) et à la Déclaration de Rio ;

**CONSCIENTE** du fait que la majorité des espèces de baleines sont de grands migrateurs et représentent, par conséquent, des ressources communes de la biodiversité ;

**PREOCCUPEE** par le fait que les négociations destinées à surmonter les impasses au sein de la Commission Baleinière Internationale doivent traiter de la question de l'utilisation non létale afin de prendre en considération les intérêts d'une partie significative des Etats membres de la CBI ;

**NOTANT** qu'en vertu de la gestion nationale par les Etats côtiers, l'utilisation non létale de baleines est une activité en rapide croissance, constituant ainsi des possibilités socioéconomiques considérables, à travers notamment la création d'emplois dans les communautés côtières, en particulier dans les pays en développement ;

**NOTANT PAR AILLEURS** que le moratoire sur la chasse commerciale à la baleine est en vigueur depuis 1986, et qu'il a pu ainsi contribuer au rétablissement de certaines populations de cétacés, essentielles pour la promotion de l'utilisation non létale dans plusieurs pays ;

**PREOCCUPEE** par le fait que les baleines ne fassent en ce 21<sup>ème</sup> siècle l'objet de menaces encore plus grandes que celles qui étaient envisagées lors de la signature de la CIRCB en 1946 ;

**NOTANT** que la Déclaration de Buenos Aires prévoit qu'"un tourisme de qualité et bien géré autour du thème de l'observation des baleines contribue à la promotion de la croissance économique, ainsi qu'au développement social et culturel des communautés locales, créant ainsi des bénéfices sur le plan éducatif et scientifique, tout en contribuant à la protection des populations de cétacés" ;

**PAR CONSEQUENT, LA COMMISSION :**

**RECONNAIT** les bénéfices importants qui peuvent être retirés de l'utilisation non létale des cétacés en tant que ressources, tant sur le plan socioéconomique qu'au niveau du développement scientifique ;

**RECONNAIT** l'utilisation non létale comme étant une stratégie de gestion légitime ;

**ENCOURAGE** les Etats membres à œuvrer de manière constructive pour inclure les besoins en matière d'utilisation non létale des ressources baleinières dans tous les accords et décisions à venir.